

**SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE
CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**NOUVEAUX CONTRATS STIF-RATP ET STIF-SNCF
MANDAT DE NEGOCIATION AU DIRECTEUR GENERAL**

**DECISION n° 7738
prise dans sa séance du 13 juin 2003**

Vu l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France,

Vu le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France,

Vu le décret n° 59-1090 du 23 septembre 1959 modifié portant statut du Syndicat des transports d'Ile de France,

Le conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile de France,

DECIDE

Article 1^{er} : le conseil d'administration donne mandat au directeur général du STIF pour renégocier les contrats avec la RATP et avec la SNCF, arrivant à terme le 31 décembre 2003, selon les grandes orientations explicitées en annexe.

Article 2 : lors de la séance du conseil d'administration du 1^{er} octobre prochain, le directeur général du STIF rendra compte de l'état d'avancement des négociations et soumettra à l'approbation du conseil l'architecture des nouveaux contrats.

Le président du conseil d'administration du
Syndicat des transports d'Ile de France


Bertrand Landrieu

ANNEXE A LA DECISION

ORIENTATIONS

POUR LES NOUVEAUX CONTRATS STIF-RATP ET STIF-SNCF

Le conseil d'administration donne mandat au directeur général du STIF pour négocier de nouveaux contrats avec la RATP et la SNCF venant prendre la suite des contrats actuels qui prennent fin au 31 décembre 2003, selon les orientations suivantes :

1- En matière d'offre de service

- définir les objectifs de réalisation d'offre contractuels de façon plus analytique ;
- revoir en conséquence le niveau de la franchise.

2- En matière de qualité de service

- adapter aux exigences des clients les indicateurs de qualité de service;
- proposer d'autres indicateurs de qualité de service plus pertinents pour le réseau bus;
- revoir le montant global du bonus-malus et sa répartition par indicateur pour chaque entreprise.

3- En matière de rémunération

- simplifier et rendre plus lisible le mécanisme de rémunération des transporteurs;
- inciter les entreprises à développer les ventes et à lutter contre la fraude ;
- introduire des objectifs de productivité ;
- mieux encadrer le coût des ajustements d'offre tout en allégeant les procédures correspondantes.

4- En matière de suivi de l'exécution du contrat

- prévoir une clause de revoyure lors des changements institutionnels qui concerneront le STIF à l'occasion de la décentralisation.